

La marche solidaire pour les migrant.e.s

Vous reprendrez bien un bout de route ?



Chapitre 5 : 17 juin 2018 : Villeneuve Saint-Georges-Paris

C'est un bond dans le temps et dans l'espace. Un mois après, j'y retourne mais cette fois-ci je ne suis pas seule. Mon fils, Tillian fait la marche avec moi : il tiendra la banderole et scandera de plus en plus fort les slogans au cours de cette journée. Ma fille, Jocelyne nous rejoindra sur le pont d'Austerlitz, au moment de la jonction avec le collectif des Sans-Papiers de Paris.

A Villeneuve Saint-Georges, je les retrouve, eux, les marcheurs de longue durée. Clémence, Viviane, Simon, Gilles, Camille, Emilien, Maya, François, Christelle, Nicolas, Gabriel, Zoé... Entre-temps, Viviane a eu les



pieds transformés en pataugeoire sous les averses, Clémence a jeuné par solidarité une semaine durant, Camille a fait une pause pour passer ses oraux, Zoé a reposé son entorse, Camille a évacué son angine, Christelle a implanté la pratique de l'échauffement du matin, Viviane a écrit chaque soir en prenant sur son temps de sommeil, Gabriel a travaillé dans l'animation pendant quelques semaines, Gilles peste sur son genou qui flanche, Simon a reçu une réponse favorable quant à la poursuite de ses études... Ils continuent tous jusqu'à Londres et puis après ils verront... Ce sont des jeunes qui ont un projet bien plus vaste que celui de bâtir brique après brique une maison aux murs bien droits. Ils ne se contentent pas de chercher leur place dans la société qu'on leur propose, ils expérimentent à l'intérieur ou à l'extérieur de cet édifice, différentes places possibles. « *On est une bande de beatniks ! Si on est là, cela n'a rien à voir avec le romantisme mais parce qu'on a tous des parcours chaotiques* ». C'est une phrase que je viens de lire dans le journal *6 mois*, tirée de la bouche d'un jeune occupant anti-nucléaire de Bure. Cela pourrait décrédibiliser la lutte. Le chaos nous fait peur à nous qui pensons que l'ordre est une valeur plus sûre que le désordre. Chaos =

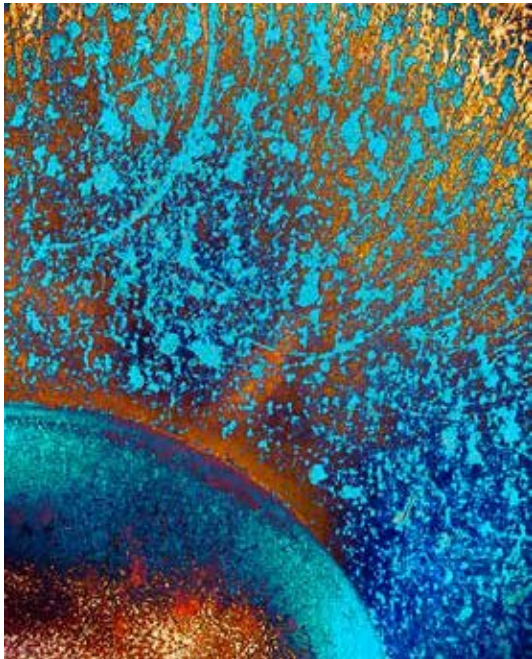
précarité = insécurité = violence. Mais quand l'ordre implique un rangement inégal de la société ? Crée une contagion de murs ? Oppose *notre* paix contre *leur* chaos ? Dresse des mots-ghettos, des *eux et nous*, des chiffres statistiques ?

Lorsque les parents des zadistes de Bure voient les conditions dans lesquelles luttent leurs enfants, ils les rappellent en larme pour les supplier de revenir à la maison. Les parents de C. n'approuvent pas son choix de marquer une pause dans ses études de Sciences Po pour s'investir à Calais et participer à la marche. Chaos = précarité = insécurité = violence.

Et si c'était l'inverse? Les jeunes qui marchent sont du côté du déséquilibre assumé. Ils avancent, ils reculent, ils dévient, ils zonent, ils se perdent, ils s'immergent dans des lieux improbables, ils vont à la rencontre, ils vont à l'encontre, ils sont mouvants. Leur mouvement est créateur de flux entre des zones repliées, leur élan est circulatoire. Ils ne demandent pas une place, ils en demandent plusieurs. Ils demandent à investir des places circulantes.

Qu'on ne les assigne surtout pas.

La liberté implique la capacité de changer de place quand celle-ci ne nous convient plus. Dans un groupe, cela implique que chaque place puisse être possiblement inversée et remise en circulation. Que l'ordre soit une disposition mouvante qui puisse être interrogée. Il faudrait donner à chacun la possibilité au cours de sa vie d'expérimenter plusieurs positions au sein de la société afin de pouvoir circuler entre plusieurs registres de langage, de positionnement et d'être. C'est l'idée que j'ai de la liberté et cela me semble une utopie réalisable voire nécessaire. Car abandonner cette exigence de circulation entre les différentes strates de la société amène de la violence. Je pense à X. une jeune fille de ma classe qui est en colère. Sa colère nous fait violence à nous les éducateurs/enseignants. « *C'est un travail de merde, je m'en bats les couilles, j'en ai rien à foutre ...* » Elle a des aspirations d'adolescente mais des difficultés à apprendre du fait de son « handicap ». Elle aimerait être fleuriste ou travailler dans une crèche mais elle commence à se rendre compte que c'est impossible. Elle a bien réussi son stage en crèche mais n'a pas les moyens de passer un CAP pour accéder à ce métier. Elle refuse violemment les stages en ESAT (Etablissement et service d'aide par le travail) car elle ne se voit pas comme une personne handicapée. Je subis sa colère autant que je la comprends. Son énergie s'épuise à essayer de donner des coups de pied contre les murs dressés. La violence originelle n'est pas son coup de pied. La violence originelle naît du mur dressé pour protéger un certain ordre du monde.



Ici maintenant tu le sens,
Ton ventre gorgé de novas
qui n'en finissent pas d'éclater tes entrailles.
Tu es une multitude d'explosions
dans le ciel à toi seul.e,
volcanique
atome
irradiant les poches de l'horizon sans rivage.
Tu es la joie, tu es la colère, tu es le désir.¹

« *De l'air, de l'air, ouvrons les frontières !* » Nous

étions partis à une centaine de Villeneuve Saint-Georges, nous arrivons à la place de la République et nous sommes prêts de 5000. Entre-temps à midi nous avons été reçus par le maire d'Ivry sur Seine qui nous a accueillis avec un discours engagé et solidaire. « *Si être solidaires est un délit alors soyons une bande organisée de délinquants solidaires...* »

Ce jour-là, c'est la fête des associations d'Ivry : ambiance joyeuse, stands citoyens, colorés, odeurs venues de toutes parts. La veille de la marche, nous avons dormi chez ma copine Steph à Ivry et nous avons fait un tour à la fête d'Ivry. Nous avons acheté des gâteaux au stand des « voisines d'Ivry ». Comme son nom l'indique, l'association regroupe des femmes du quartier de différentes origines. Au départ, l'envie de créer des liens et aussi de mettre en valeur le savoir-faire des habitantes à cuisiner pour dix, vingt, cent personnes. Avec leurs plats, elles ont commencé à gagner de l'argent et ont pu créer une cagnotte commune. Ensemble, elles ont réfléchi à un projet pour utiliser la cagnotte. « *On aimerait bien voyager pour connaître plus la France* ». Depuis, c'est ce qu'elles font : chaque année, elles partent visiter une région de France seule ou avec leur famille. Le médiateur présent sur le stand explique : « *notre ambition maintenant c'est de mélanger les parents et les enfants. On s'est rendu compte qu'il y avait un clivage. Les enfants surtout quand ils sont ados ne passent plus beaucoup de temps chez eux avec les parents, il n'y a plus suffisamment de dialogue. On aimerait que les jeunes puissent se rendre compte de ce que font leurs mères et qu'ils en soient fiers.* »

La mairie d'Ivry d'obédience communiste s'est engagée sur la question de l'accueil depuis plus d'un an. En 2017, un centre d'hébergement d'urgence pour des personnes dites « vulnérables » a ouvert ses portes sous la direction d'Emmaüs. Le maire dit que sa volonté de réserver 50 places sur

¹ Extrait de poème in « Etats de présence » projet collaboratif Jan Pincemaille (image)/ Myriam Dhume-Sonzogni (poésie)

400 aux « Roms » - il met des guillemets : « à ceux qu'on appelle tziganes ou roms ». Il dit : « C'est important de préciser cela parce qu'on oublie trop souvent de parler des réfugiés européens et il y en a. »

Il laisse la parole à une de ses adjointes qui lance la cérémonie de parrainage. Le maire précise : « mon adjointe qui a un nom imprononçable. Je tiens à dire que c'est une vraie chance et un réel honneur pour une mairie d'avoir des élus au nom imprononçable. » Ce jour-là en effet une dizaine de jeunes gens sont parrainés - marrainés par des élus ou de simples citoyens. C'est un acte politique. Un papier nous est distribué qui présente le parcours des jeunes gens.

Il y a Khaoula : elle est arrivée en France à l'âge de 14 ans en septembre 2014 chez son frère aîné. Sa mère est décédée et elle n'a plus de contact en Algérie avec son père qui s'est remarié. Toute sa famille (sœur, frère, oncles et tantes) sont ici. Elle est scolarisée en classe de 1ère au lycée Louise Michel mais elle a reçu une OQTF².

Mamadou est arrivé en France en janvier 2016 à l'âge de 16 ans. Bien que mineur, il n'a pas été pris en charge par l'Etat français et a été accueilli par une famille chez qui il vit depuis lors. Il suit une formation de jardinier paysagiste. Il est félicité par ses enseignants et tuteurs de stage et entre en terminale l'an prochain. « Passionné par le travail de la terre, Mamadou l'est tout autant par l'astronomie. »

Ma copine Steph me dit que ce genre de chose, le parrainage et le marrainage, ça peut vraiment aider le jeune dans ses démarches. Il y a quelques années, elle a marrainé un de ses élèves qui risquait l'expulsion. « Il a eu ses papiers me dit-elle et l'année d'après j'étais invitée à son mariage ». Steph s'investit avec Fabi sur Ivry. Elles ont monté une association pour apprendre aux gens à faire du vélo. « Il y a ceux qui ont arrêté de faire du vélo par peur, ceux qui n'ont jamais appris. Dans certains pays quand on est d'une certaine classe sociale, on n'apprend pas à faire du vélo, c'est mal vu, c'est pour les pauvres. » Leur projet a un an, les « élèves » de la première promotion sont prêts, certains ont déjà exprimé leur volonté d'aider l'association. Ils ont noué des contacts avec le centre d'accueil d'Ivry en vue d'ouvrir l'activité aux migrant.e.s.

Le discours de l'adjointe au maire d'Ivry commence par « mes chers camarades. » Elle précise que si elle se permet d'employer ce mot, « c'est parce que soutenir la cause des migrant.e.s en ce moment est une vraie gageure, c'est lutter contre beaucoup d'idées reçues et beaucoup de lois en cours. C'est de la résistance. Et quand on lutte ensemble pour résister, on devient des camarades. »

Je suis émue. Forcément. Le mot fait partie de mon histoire, *camarade*



² Obligation à quitter le territoire.

companero des mots de fraternité que j'ai biberonné toute mon enfance sous l'air de *l'Internationale* et plus tard *Bella Ciao* l'hymne que nous continuons de porter en marchant. La lutte est un mouvement indémodable et surtout de grande actualité.

Mardi 19 juin, le projet de loi Asile et migrations arrive devant le Sénat pour discussion. Les copains marcheurs ont prévu d'être mardi devant le Sénat aux côtés d'autres associations. La manifestation est symbolique et solidaire de l'Aquarius : plus de 300 gilets de sauvetage sont amoncelés en tas devant le Sénat.

Le 19 juin je suis dans ma voiture et j'entends une sénatrice défendre le projet de loi : « *Si on ne durcit pas les règles du droit d'accueil au mépris de la position exprimée par de nombreux français qui s'y opposent, on prend le risque de durcir les positions les plus extrémistes.* »

Lors des discussions dans l'hémicycle du sénat, plusieurs députés prendront la parole pour exprimer l'indignation que je ressens à l'écoute de ces propos³.

« On court derrière. Courir n'arrête pas la bête immonde et on voit que ce n'est jamais assez »

« Cette politique elle ne fonctionne pas. Elle coûte cher⁴. Alors il me semble qu'une autre politique est possible, celle de l'accueil. Ça vous fait rire. Parce que pour vous l'accueil est quelque chose de mignon. Je m'adresse au monsieur qui a parlé au nom du peuple français. Moi aussi je vais parler au nom du peuple français. Je viens d'un territoire de montagne qui a accueilli des protestants, des italiens, des espagnols, des algériens. On a fait ça sur un territoire de 10 000 habitants. Alors qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui ? Sur un territoire de 10 000 habitants on accueille 80 personnes soit 0,8 pour cent des gens. En tout cela fait en France 600 000 personnes. (...) On me parle de pragmatisme. A quel moment va-t-on être vraiment pragmatique et se résoudre à accueillir les gens plutôt (que de dépenser une énergie et une somme folle pour les rejeter ?) »⁵

« Parce qu'on réduirait les droits (droit de recours) il n'y aurait plus d'appel d'air. Vous semblez penser monsieur, que cela va fonctionner. Plus d'appel d'air et tout irait bien. Est-ce parce que les êtres humains n'auront pas les moyens concrets de se défendre que cela va faire que tout d'un coup tous les français vont être rassurés ? Il faut lutter – et cela va être difficile et cela va prendre du temps – contre une partie de l'Europe qui est xénophobe, l'Europe de la fermeture. »⁶

Et une dernière, la prise de parole d'Assouline qui me réconcilie pour un temps avec les socialistes :
« Vous pensez que c'est du fait des migrants que le pays risque de basculer dans des voies fascistes. (...) On n'est pas d'accord avec cette analyse. »

A ce moment là, Assouline s'interrompt et se tourne vers une partie de l'hémicycle pour demander à ce qu'on le laisse finir de parler . *« Je vous ai laissé parler alors maintenant c'est mon tour et je*

3 Public sénat#au cœur du débat.

4 Selon François de la marche 400 euros par personne par jour pour bloquer la frontière.

5 Exposé d'un sénateur des Alpes maritimes

6 J_P Le Sueur sénateur socialiste

vous demande le respect. » A ce moment où il est interrompu, je pense à toutes les tentatives d'intimidation racontées par les militants de l'Auberge des migrants et je me pose la question : jusqu'où pouvons nous encore parler et exprimer notre position de façon sereine, sans être d'une manière ou d'une autre empêchés de parler ?

Assouline poursuit : *« On n'est pas d'accord avec cette analyse. Parce que l'exaspération des gens quand on fait appel à ce qu'ils sont comme citoyens et comme être humains, c'est quand ils n'ont pas d'emploi, quand ils ont des difficultés à vivre, quand ils sont entassés dans des cités ghettos. On connaît tous les sujets économiques et sociaux qui font que les gens sont expulsés. Mais quand il y a tout ça et que les émetteurs et éducateurs de la politique leur disent « c'est pas tout ça le problème, c'est les étrangers » c'est ce que ne cesse de dire depuis 30 ans le front national, et il monte. Ce n'est pas parce qu'il dit la vérité qu'il monte, alors arrêtez de lui donner raison. »*

Le texte sera voté le 26 juin. Mais d'ores et déjà, nombre d'amendements sont actés. Le Sénat durcit le texte notamment sur la question du délit dit « de solidarité ». J'y reviendrai une autre fois.

Il l'assouplit sur deux points : désormais un rejet de demande d'asile ne s'accompagnera pas automatiquement d'une OQTF comme l'avait demandé le gouvernement.

L'autre point concerne le délai de recours. La loi prévoit de ramener le délai de demande d'asile à 90 jours au lieu de 120 jours comme c'est le cas désormais. Autrement dit une personne arrivant sur le territoire dispose d'un délai réglementaire pour déposer sa demande. 90 jours cela peut sembler beaucoup. Arriver, trouver les bons intermédiaires, trouver un traducteur, raconter son histoire, écrire au pays pour recevoir des justificatifs ou des preuves pour appuyer sa demande, passer d'un intermédiaire à l'autre pour trouver le bon interlocuteur, attendre de recevoir ses justificatifs... Les personnes accompagnant les gens dans toutes ces démarches disent toutes que cela prend du temps, beaucoup de temps et que réduire les délais de dépôt d'une demande fait courir le risque au demandeur de ne pas réussir à rassembler tous les papiers à temps. Raccourcir les délais se trouve être une entrave au droit.

Le sénat valide ce nouveau délai de 90 jours mais il rejette l'amendement visant à raccourcir le délai de recours à quinze jours au lieu d'un mois. C'est une petite victoire dans une grande défaite.

Ma cousine s'investit dans l'association CASAS pour aider les personnes à rédiger les dossiers de recours. Elle dit que c'est un travail intense, il faut trouver les bons arguments, ceux qui vont pouvoir retourner la décision. Parfois la personne n'a pas tout dit dans le premier dossier, par pudeur ou parce qu'elle ne voulait pas revenir sur un événement douloureux. Et puis il faut accompagner la demande d'un point d'analyse sur la géopolitique du pays d'origine de la personne. CASAS est débordé. Ils n'ont pas assez de personnes pour accompagner les demandes.

Autre sujet débattu par le Sénat c'est la durée de rétention administrative. On retient les gens y compris les familles avec enfants dans des centres fermés dans l'attente de pouvoir les renvoyer

dans le pays d'où ils viennent. On parque pour mieux expulser. La loi veut la porter à 90 jours au lieu de 45 jours. Adeline Hazan contrôleure générale des lieux de privation de liberté considérait que 45 jours c'était déjà trop. *«Douze jours c'est largement suffisant. Sinon, ça veut dire qu'elle ne pourra pas l'être (expulsée) parce que cela veut dire que pays d'origine refuse de la reconnaître comme ressortissant.»* Elle s'insurge sur le fait que *«la notion de droit fondamental passe au second plan comme un luxe qu'on ne peut plus se permettre (...)Les droits fondamentaux doivent être respectés quel que soit le contexte».*⁷

Dimanche 17 juin, c'est une chose que nous scanderons : *« ça suffit/transformons/ la France sécuritaire /en France solidaire » « Solidarité avec les sans papiers/ c'est pas les réfugiés/c'est pas les immigrés / c'est la loi qu'il faut changer ».* *« Première/deuxième/troisième génération/nous sommes toutes et tous des enfants d'immigrés. »* Ce dernier c'est mon préféré, il irrigue mes veines il ondoie mon histoire, c'est une chose dont je parlerai par la suite.

La marche est longue de digressions de toutes sortes mais convergente dans l'exigence de défendre les droits pour tous et toutes. Près de la Bibliothèque François Mitterand, je discute avec un élu de Bagnolet qui me parle d'une expérience strasbourgeoise qu'il aimerait bien implanter dans sa ville. *«C'est une élue qui est partie du constat que les difficultés scolaires des enfants de familles étrangères en maternelle venaient en partie du fait que les parents ne parlaient pas français. Elle a réussi à obtenir 200 000 euros*



pour mettre en place des cours de français dans les écoles pour les parents durant le temps où leurs enfants ont école. » Cela fait tilt. A Strasbourg, j'ai des amis N. et A. qui viennent du Kosovo et demandent l'asile en France. Ils habitent au Neuhof et scolarisent leurs enfants à Hautepierre. Le lundi et le vendredi, ils assistent à des cours de français sur l'école de leurs enfants. N. a fait de sacré progrès: au début de l'année elle était en retrait des conversations et maintenant parfois c'est elle qui traduit les choses à son mari. Désormais son projet est d'aller aider l'association de la banque alimentaire : *« car rester à la maison tout le temps, c'est pas ça qui va me faire faire des progrès en français »*

Au pont d'Austerlitz, nous sommes rejoints par le collectif sans papiers de Paris. C'est au moment où je propose à une maman de porter sa fille sur les épaules pour la relayer. Elle marche avec sa fille depuis le début, depuis Villeneuve Saint-Georges : *«son papa est tunisien, il ne peut pas être là aujourd'hui, c'est important qu'elle s'imprègne de ce qu'elle voit et ce qu'elle entend et qui appartient à son histoire.»* Je pense aux reportages que j'ai vus, ces colonnes de gens marchant pour

7 In Public Sénat

atteindre l'Allemagne. Parmi eux, il y avait des femmes portant des enfants dans leurs bras ou sur les épaules. En les voyant, je m'étais dit combien cela devait être dur, marcher pour plusieurs, porter la route et l'espoir pour plusieurs. J'aimerais avoir la conviction que dans cette même situation, je ne flancherai pas. Pour mes enfants surtout. Mais de cela bien sûr, on n'est jamais convaincu, ni avant ni pendant l'épreuve. Flancher n'est pas une question de force, c'est une question de limite : c'est le principe de la goutte d'eau qui fait déborder le vase et cela, peu importe la taille du vase.

La petite n'est pas farouche, elle accepte d'être dans mes bras puis dans ceux de C. qui propose lui aussi son aide. C. est mauritanien : «*métis*» précise t-il. «*Ma mère est sénégalaise et mon père mauritanien. Le Sénégal est un beau pays, meilleur que la Mauritanie.*» Lorsque je dis que je viens d'un petit village, il dit : «*c'est bien ça. Au Sénégal aussi, on cultive la terre.*»

Nous avons arrêté de nous compter, nous sommes au milieu d'un tout festif, les banderoles essaiment et les slogans scandent. Près de

la place de la Bastille nous nous allongeons sur les pavés, quelques minutes à rester immobiles avant de se lever pour marcher dans tous les sens : «*de l'air, de l'air, ouvrez les frontières!*»

Fin de la manifestation place de la République. Je n'ai pas vu Rokaya Traoré ni Yann Moix ni Cédric Herrou qui étaient annoncés pour des prises de parole. Trop de monde, une certaine



fatigue dans les mollets et aussi le plaisir de rester auprès du cercle de danse improvisé.

On nous annonçait un couscous puis (à notre grande déception) des sandwiches... Lorsque je croise C. il me dit : «*allez manger, on vous a préparé un tiboudiene pour vous tous.*» Je connais le tiboudiene... Celui-ci préparé par le collectif des sans-papiers de Paris a une merveilleuse odeur de partage.

(à suivre)

Myriam Dhume-Sonzogni